

engouement pour cette formation de niveau universitaire soit un point positif incontestable. Il s'agit d'ailleurs d'un intérêt partagé tant au Nord<sup>77</sup> qu'au Sud. L'Université du Mans, selon les évaluateurs, lors de l'entretien collectif : « *exprime une certaine fierté d'avoir ce DU en raison de l'expérience que cela lui donne sur un sujet d'importance stratégique et politique : le développement de la formation à distance* ». C'est pourquoi elle entend le conserver et le développer tout en envisageant des possibilités d'extension auprès d'autres pays africains, hors RESAFAD, ou/et faire entrer le DUCM dans des cursus étudiants de l'université même. Quant aux étudiants africains, le nombre élevé des candidats désireux chaque année de s'inscrire à une formation pour laquelle les frais d'inscription sont loin d'être négligeables est la preuve de l'intérêt qu'ils y trouvent.

Selon les évaluateurs, il importe de ne pas passer sous silence les difficultés rencontrées en chemin, comme un manque de communications et de coordination inter-universitaire gênant la structuration du dispositif et rendant indispensable la révision des conventions. Il est également nécessaire de réactualiser certains contenus et de redéfinir les rapports tutorat distant/tutorat local. Malgré tout, leur conclusion est que les résultats acquis sont tangibles et positifs.

Une autre étude conduite au Burkina Faso, celle de mademoiselle Sita Zougouri, sociologue et étudiante du DUCM, sur « *L'impact du DUCM sur le parcours professionnel des apprenants (première promotion 1999)* »<sup>78</sup> montre que, pour les treize personnes inscrites, si l'impact sur le contexte de travail n'a été que relatif par suite d'une incompréhension de certains services de l'intérêt apporté par cette qualification innovante, sur les huit projets présentés en soutenance la moitié est toujours en service et actualisé en 2002<sup>79</sup>. Elle insiste sur le fait qu'un certain nombre de lauréats ont pu tirer partie de leurs acquis pour aider d'autres services et même effectuer pour leur compte des prestations marchandes<sup>80</sup>.

Enfin, on peut également penser que l'ensemble des travaux présentés lors des soutenances représente une base de données importante qualitativement et quantitativement<sup>81</sup> puisqu'il s'agit d'environ 150 sites Web ou cédéroms – et qu'il serait intéressant de pouvoir utiliser ce corpus à des fins pédagogiques à la fois pour enrichir le dispositif de formation du DUCM ou/et pour d'autres formations à distance ou en présence.

---

<sup>77</sup> Le DUCM a été suivi d'actions similaires conduites par d'autres opérateurs comme l'AUF avec le DUTICE.

<sup>78</sup> Ouagadougou 2002.

<sup>79</sup> Il s'agit du site touristique « un musée à ciel ouvert : Laongo », un cédérom sur un module d'auto formation à l'audio-numérique, un cédérom de schématisation des circuits électriques à l'ordinateur, (didacticiel pour le premier cycle du collège), le site du « tableau de bord du MEBA ».

<sup>80</sup> Tel que cédérom pour une ONG, dépliant et présentation power point pour des publications scientifiques, création de sites, etc.

<sup>81</sup> Voir, en document annexe 11 et à titre d'exemple, un classement thématique des mémoires présentés dans les quatre pays en 2001/2002.

## CHAPITRE 5

### LE SEMINAIRE INTERACTIF DES RESPONSABLES DE PLANIFICATION (SIRP)

#### *Un travail collaboratif en ligne*

Les responsables des pays africains ont pris conscience de l'importance des systèmes d'information statistique dans le processus d'élaboration et de suivi des politiques de développement de l'éducation. Cette prise de conscience est partagée et soutenue par l'ensemble des partenaires du développement, notamment par le Groupe de Travail sur les Statistiques de l'Education (GTSE) de l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA), dont le principal objectif est d'aider à mettre en place, dans les pays d'Afrique sub-saharienne, des capacités institutionnelles durables de mise en œuvre et de gestion de systèmes d'information statistique éducative performants et fiables. Ce groupe de travail prévoit de développer des services d'information et d'échanges et de créer un réseau de spécialistes et de professionnels africains.

C'est dans ce contexte que RESAFAD a décidé de mettre en œuvre et de piloter, dans les pays appartenant à son réseau, une expérience de travail collaboratif menée entre des équipes nationales constituées au sein des services de planification de l'éducation (Bénin, Burkina-Faso, Guinée, Guinée Equatoriale, Mali, Sénégal et Togo).

La constitution de ce réseau de planificateurs permet de répondre à des besoins d'information, de formation, d'expertise à distance tout en limitant le nombre de réunions régionales lourdes à organiser et toujours coûteuses. Ce dispositif contribue à la promotion des modalités d'échange et de formations distantes à la fois synchrones par des téléconférences en ligne - en utilisant un système de type IRC<sup>82</sup>, les « chats » - et asynchrones par le courrier électronique et la consultation de documents « on ligne » consultable sur un serveur défini à l'avance. Il constitue ainsi un atout supplémentaire à la constitution d'une expertise africaine. Cette action, tout en contribuant à l'émergence des pratiques et usages des TIC, permet aux planificateurs de la sous-région d'améliorer l'efficacité de leur travail, par une mise en synergie de leurs compétences et favorise un approfondissement de leurs connaissances par la possibilité du recours à un expert distant.

Le travail collaboratif et le soutien à distance ont été l'un des aspects novateurs de l'étude, effectuée par RESAFAD-TICE dans le cadre du SIRP. Pour le mettre en place localement chaque équipe nationale a bénéficié sur place de l'appui du correspondant RESAFAD.

Depuis avril 1999, ce séminaire "virtuel" a permis, à raison d'une réunion en moyenne par mois, de réunir et de faire dialoguer en direct<sup>83</sup>, à partir du serveur RESAFAD de Ouagadougou, les planificateurs des ministères de l'éducation du Bénin, du Burkina, de Guinée, du Togo et du Mali sur des problèmes communs. Un expert du SISED, basé à Dakar participait alors à ces rencontres. Le thème traité en l'an 2000 fut celui posé par les problèmes des indicateurs statistiques.

Le renouvellement de la mission impartie à RESAFAD par le Ministère des Affaires Etrangères français (MAE) a facilité la remise en route sur de nouvelles bases, du SIRP avec une étude régionale à mener sur les classes multigrades, initiée par un atelier méthodologique tenu au cours du séminaire RESAFAD à Lomé, du 19 au 22 mars 2001.

Mobilisant deux maîtres d'ouvrages, l'UNESCO et le MAE et deux maîtres d'œuvre : l'Institut International de Planification de l'Education (IIPE) et RESAFAD-TICE pour le pilotage, cette action s'insère dans le cadre d'une étude entreprise par l'Institut

---

<sup>82</sup> Internet Relay Chat.

<sup>83</sup> Le document en annexe 12, donne, à titre d'exemple, le compte-rendu d'un « chat » en février 2000 et le document 13 un extrait de dialogue direct datant de juin 1999.

International de Planification de l'Education (IPE) en coopération avec le MAE, portant sur « *les défis que pose aux planificateurs et aux administrateurs de l'éducation le développement de classes multi niveaux, dans la perspective de l'EPT* <sup>84</sup> ». Elle a abouti à la publication prochaine dans la collection des "Principes fondamentaux de la planification" d'un ouvrage spécifique sur les classes multigrades.

Deux nouveaux pays : la Guinée Equatoriale et le Sénégal, ont rejoint les 5 pays participants du début. L'espace de travail collaboratif, en accès réservé, désormais hébergé par le Portail Edusud<sup>85</sup> du RESAFAD, donne la possibilité aux membres du séminaire de télécharger ou de mettre en ligne des documents et d'utiliser un nouvel outil, le forum de discussion.

Les activités du séminaire consistent essentiellement en des échanges de documents, des confrontations d'expériences et des conférences thématiques. Les échanges de documents, essentiellement sur Word ou Excel, s'effectuent par attachement de fichiers à des messages électroniques. Pour ce faire, les responsables de planification utilisent une boîte aux lettres électronique logée sur le serveur RESAFAD de leur pays. Ils peuvent aussi posséder, dans le cadre de leur service, une boîte aux lettres ou avoir recours à d'autres modalités tels les centres CID de l'Agence Universitaire de la Francophonie ou les fournisseurs d'accès nationaux. Les « chats » et la consultation on line ont lieu au centre RESAFAD. Les téléconférences peuvent répondre à différents objectifs : communications d'un expert sur un sujet annoncé auparavant par messagerie électronique, résolution de problèmes, échanges et analyse comparative de résultats en ligne à partir de documents affichés sur le Web ou distribués préalablement par la messagerie électronique<sup>86</sup>. Ce dernier aspect met bien en évidence d'ailleurs la dimension « formation » de cette expérience qui s'intègre à la dimension « communication ».

Une étude de l'expérience mise en place en 2001 et qui a vu son épilogue en avril 2002 à Paris avec le quatrième séminaire international de RESAFAD, permet de mieux saisir le processus de réalisation du programme mis en œuvre.

L'opération s'est déroulée selon les phases et le calendrier suivants :

19 au 22 mars 2001 :	Lancement de l'étude lors du séminaire annuel de réflexion de RESAFAD, consacré au travail collaboratif à distance, organisé à Lomé.
avril 2001 :	Mise au point des outils par l'élaboration d'un questionnaire d'enquête pour la réalisation d'un sondage à partir d'un échantillon de 10 classes et d'un guide pour la rédaction d'un rapport national pour avril/mai 2002.
mai/juin 2001 :	Conduite du sondage dans les différents pays.
août/septembre 2001 :	Synthèse des résultats de ces enquêtes.
octobre 2001 :	Communication des résultats aux différentes équipes.
décembre 2001 :	Premier forum de discussion portant sur la synthèse des questionnaires d'enquête.
d'octobre 2001 à janvier 2002 :	Elaboration d'un rapport national par chaque équipe.
février 2002 :	Synthèse des rapports nationaux,
mars 2002 :	Second forum portant sur la synthèse des rapports nationaux et réunion de concertation, tenue à Paris, à l'IPE, en vue de valider les documents produits et de formuler un ensemble de recommandations.
du 24 au 26 avril 2002	Séminaire international du RESeau Africain de Formation A Distance consacré au SIRP et tenu à Paris.

<sup>84</sup> Education Pour Tous, vaste programme de coopération éducative, subventionné par la Banque Mondiale, et ayant pour objectif la scolarisation universelle dans les pays africains pour 2012.

<sup>85</sup> <http://www.Edusud.org>

<sup>86</sup> tels des interprétation de statistiques ou de graphiques.

Au terme du projet, trois documents sont disponibles :

- une synthèse documentaire des travaux menés depuis 1950 sur les écoles à maître unique et à classes multigrades, travail publié sous forme de document distinct,
- un rapport d'ensemble sur le sujet des classes multigrades, affiné et achevé après le séminaire d'avril 2002, pour présenter les conclusions de l'étude et dégager des recommandations stratégiques.
- un troisième document, consacré à la méthodologie et plus particulièrement aux possibilités offertes par Internet pour fournir un soutien à distance aux équipes nationales lors de la collecte des données, de la rédaction de la synthèse et de la formulation des recommandations finales.

Contrairement aux études traditionnelles régionales qui se déroulent souvent en trois phases, étalées parfois sur plusieurs années - élaboration d'études de cas au plan national/atelier de confrontation/synthèse et conclusions - l'expérience SIRP a permis, en une seule année, de mener ces phases de front et même de les interpénétrer, à la fois pour accélérer le déroulement de l'étude et pour élargir les propositions des uns et des autres.

Le calendrier a été, dans ses grandes lignes respecté, avec seulement un décalage de quelques semaines pour les étapes intermédiaires, notamment pour la fourniture des résultats aux questionnaires et pour la remise des rapports nationaux.

L'étude des usages des outils mis à disposition montre que le courrier électronique, la consultation de documents sur site, le forum de discussion, le chat ont inégalement été utilisés par les six équipes distinctes.

Le courrier électronique constitue sans aucun doute le mode de communication et d'échange le plus maîtrisé et le plus apprécié. Il a notamment permis de compenser les difficultés du travail en ligne dues aux aléas d'accès à Internet et la constante lenteur des débits en Afrique.

On constate que l'adresse électronique du service n'est utilisée que rarement, et par les seuls directeurs (Burkina Faso, Guinée). La très grande majorité des membres utilisent une adresse RESAFAD/EDUSUD ou une adresse privée le plus souvent « gratuite<sup>87</sup> » (Guinée Equatoriale, Sénégal, Togo)<sup>88</sup>.

Par ailleurs, les échanges personnels directs<sup>89</sup> entre tel ou tel participant et tel ou tel membre de l'équipe centrale, ont vite pris l'allure d'une « hot line » permettant des échanges fructueux.

Le « chat », après le courrier électronique, a constitué la seconde modalité la plus appréciée en matière de travail collaboratif. Malgré les difficultés de départ liées à une mauvaise ergonomie de l'espace SIRP, le chat a conservé un fort pouvoir attractif chez les participants. Certaines équipes qui avaient des difficultés de connexion, n'hésitaient pas à envoyer un courrier électronique ou à téléphoner à RESAFAD-Paris pour dire combien ils regrettaient de ne pouvoir participer.

Les autres modalités de travail collaboratif, comme la consultation ou la production en commun des documents sur le site et la participation au forum ainsi que le partage d'agenda, ont été, par contre, plus délaissées par les participants.

Sans doute ne faut-il pas y voir la marque d'un manque d'intérêt, mais la preuve d'une difficulté à surmonter tout un ensemble d'obstacles

Les difficultés rencontrées ont été en effet si nombreuses et si importantes qu'elles eussent sans aucun doute provoqué un découragement, voire un abandon, si l'intérêt du thème traité et le dynamisme des équipes participantes n'avaient pas maintenu une très grande motivation qu'il convient de souligner, et si le dispositif

---

<sup>87</sup> Cette pratique de messagerie gratuite pour un travail institutionnel illustre bien à elle seule les limites de l'utilisation de la messagerie dans le contexte national des ministères concernés. Elle renforce l'analyse montrant que l'appropriation reste à faire, non seulement par les individus, mais aussi par les organisations.

<sup>88</sup> Yahoo et Hotmail sont les services les plus utilisés. Une adresse « laposte » est utilisée au Sénégal.

<sup>89</sup> C'est à dire sans transiter par le site Edusud.

de proximité de RESAFAD n'avait pas mis en œuvre un accompagnement renforcé par rapport aux prévisions de départ.

Aux difficultés techniques d'ordre structurel, comme la faiblesse des débits et la lenteur des téléchargements bien connues sur le continent africain, est venu s'ajouter une difficulté occasionnelle tenant à la conception et à la réalisation de la première version de l'espace collaboratif du portail Edusud<sup>90</sup>. Ce problème a pu être pallié par la remise momentanée en service du logiciel mis en œuvre à Ouagadougou pour le SIRP avant le démarrage de l'étude des classes multigrades.

Par la suite, le choix du logiciel « Quick Place » lors du nouvel hébergement du portail Edusud, confié désormais à un Institut Universitaire de Formation des Maîtres, l'IUFM de Bretagne, s'est révélé en partie inadapté aux besoins en matière de communication. Cette situation a conduit à mettre en place une liste de diffusion, privilégiant ainsi le courrier électronique comme moyen d'échange.

Ces problèmes techniques, pour importants qu'ils soient, ne doivent pas faire oublier des difficultés d'un autre ordre. Certaines tiennent aux conditions de travail des cadres africains et touchent à leur manque de disponibilité, due à la charge de leurs responsabilités, aggravées par la multiplicité des tâches qui leur sont demandées, et la brièveté du délai d'annonce avant exécution. Si ces problèmes touchent tous ceux qui occupent des fonctions d'un certain niveau dans l'échelle administrative, il est particulièrement marqué pour les professionnels de la planification qui, contrairement par exemple à des enseignants du supérieur, ne disposent pas d'un temps reconnu et légalisé pour la conduite d'un travail impliquant des recherches.

Enfin, il ne faudrait pas mésestimer la pesanteur de la tradition et les freins d'ordre socioculturel.

Le recours à l'Internet implique, en effet, une révision des méthodes de travail des administrations dont l'enjeu est la réussite de la décentralisation car la formation administrative des personnels se heurte au problème de la dispersion du public cible alors que l'organisation de formations classiques présentielle induit des coûts très élevés. Au niveau des principes, les décideurs africains sont en accord avec cette mutation mais le contexte culturel est très différent de celui existant au Nord. En Afrique, la gestion des relations humaines reste fondée sur la hiérarchie, le pouvoir, l'autorité. Or, Internet véhicule des principes tout à fait différents comme l'accès de tous à l'information, à la formation, à l'autonomie, à la performance, au libre-arbitre. Cette nouvelle manière de penser les relations au savoir et au pouvoir quant à l'information, entraîne forcément une modification des rapports entre les individus et par suite une certaine réticence<sup>91</sup>.

Peut-on imaginer que ces facteurs socioculturels soient la cause, au moins en partie, de la faible participation constatée aux forums ? On constate en effet que si les planificateurs, engagés dans l'expérience, conduisent les investigations demandées avec rigueur et professionnalisme, ils paraissent peu prolixes dès qu'il s'agit de commenter leurs résultats, comme si cela était hors de leurs attributions, hors de leur domaine de compétence. Cette hypothèse expliquerait la retenue que l'on peut percevoir chez les cadres africains qui travaillent dans le secteur sensible de la planification de l'éducation.

**En conclusion,** il est possible de tirer quelques enseignements de cette expérimentation SIRP.

- Le premier est que la preuve a été faite que l'on pouvait, en Afrique, en une année, du séminaire de Lomé, en mars 2001 à celui de Paris, en avril 2002, mener à son terme une étude sous-régionale, effectuée par sept équipes nationales et reposant pour partie sur une méthodologie intégrant les TIC et le travail

---

<sup>90</sup> Carences à mettre au compte de la société de service choisie pour la mise en œuvre du portail Edusud

<sup>91</sup> Pour l'anecdote, l'absence volontaire au cours des « chats » du protocole des présentations hiérarchiques, classiques, le fait de s'interpeller par le seul prénom (ou le nom), voire par des initiales, suivi du nom du pays, pour des raisons de rapidité d'écriture a considérablement gêné, voire choqué, les premières fois, le responsable du service de planification de Guinée qui en a fait la remarque à la responsable du RESAFAD en Guinée.

collaboratif. Ce raccourcissement des délais est sans doute « une première » et devrait faire école.

Le travail produit n'en a pas souffert pour autant. Les rapports élaborés : un dossier documentaire, mise au point exhaustive des écrits sur les classes multigrades depuis 1950 et un rapport de synthèse sur les classes multigrades dans les pays francophones d'Afrique subsaharienne, font autorité et constituent la base d'une publication de l'Institut de Planification qui vient de paraître.

- La seconde leçon est que l'étude sur des classes multigrades a pu être conduite jusqu'à son terme, avec succès et ce, malgré les nombreuses difficultés techniques rencontrées. L'expérience SIRP montre ainsi qu'il n'est pas nécessaire d'attendre que tout soit parfait ou conforme aux standards des pays du Nord quant aux infrastructures, débits et durée de transmission... pour réussir des actions utiles et efficaces et qu'il est possible, dès maintenant, de réaliser un projet viable en utilisant les TIC. Il s'agit de savoir composer avec ces contraintes structurelles et de réfléchir à une utilisation judicieuse de ce qui existe.

Ainsi, les membres des équipes participantes disposent d'ores et déjà, dans leur service, de postes de travail<sup>92</sup> avec lesquels ils collectent les informations statistiques et réalisent les projections. La plupart maîtrisent le courrier électronique. Il est donc intéressant d'en tenir compte et d'en tirer partie pour la réalisation de l'étude mais aussi de penser à continuer à améliorer la connaissance des planificateurs envers les autres outils du travail collaboratif pour une appropriation optimale de ceux-ci dans un contexte de décentralisation.

Que cette méthodologie de travail devienne pérenne et habituelle en Afrique, implique sans doute plus qu'un effort de formation aux outils ou même que le simple énoncé ou rappel de la définition des règles déontologiques concernant la diffusion de l'information.

L'adoption réelle d'un progrès technique est fonction de son acceptation au niveau des mentalités. C'est pourquoi les modes de rapports induits entre les acteurs doivent être pris en compte pour améliorer les pratiques des participants dans leur cadre de travail habituel. Cette étude, conduite avec l'Internet et une méthode de travail collaboratif, doit être considérée comme un repère, une sorte de balise dans un chantier permanent de longue haleine.

Il faudra sans doute encore travailler avant que ce type de méthodologie de travail n'apparaisse aux autorités éducatives et aux cadres des services des statistiques et de la planification comme un avantage incontournable face aux défis que posent les échanges entre les services centraux et les services extérieurs dans un contexte de décentralisation. Comment les convaincre que la libéralisation de l'information serait un atout important pour une meilleure gestion des capacités institutionnelles des systèmes éducatifs ?

Cette étude attire donc l'attention sur la nécessité de prendre en compte aussi la dimension socioculturelle et les pratiques liées à l'exercice du pouvoir. Cela implique la nécessité d'une intervention du politique pour avancer véritablement dans la modification des pratiques.

---

<sup>92</sup> Matériels offerts le plus souvent par des programmes de coopération bilatéraux comme l'USAID en Guinée.

## CHAPITRE 6

### LE PROJET SUMEF

(SUPPORTS MEDIATISES POUR L'ÉDUCATION ET LA FORMATION),

***Une action en faveur de la production de produits multimédias au Sud initiée dans le cadre d'un financement du Fonds Francophone des Inforoutes<sup>93</sup>***

En offrant la possibilité de produire un premier support multimédia<sup>94</sup> à une vingtaine de formateurs appartenant à une institution de formation d'enseignants ou à une université à titre d'enseignants-chercheurs, sur un projet élaboré à titre individuel ou en équipe, l'initiative SUMEF s'inscrit dans la perspective qui vise à l'émergence et au renforcement d'une expertise du Sud en matière d'utilisation des télécommunications et des technologies de l'information pour l'éducation et la formation.

Il existe une correspondance étroite entre les objectifs du projet SUMEF et ceux du Fond Francophone des Inforoutes, tels qu'on les trouve énoncés sur le site de l'Agence Inter-gouvernementale de la Francophonie<sup>95</sup>:

- *Encourager la production de contenus francophones répondant à des besoins collectifs et reflétant la diversité culturelle des partenaires et des populations bénéficiaires ;*
- *Accroître la maîtrise des technologies de l'information et de la communication (TIC) et valoriser les compétences et savoirs-faire des pays du Sud et de l'Est de la Francophonie, notamment par des collaborations étroites avec des structures locales ;*
- *Susciter la création de partenariats et de réseaux multilatéraux pérennes, expressions d'une véritable dynamique d'échange et de partage ;*
- *Favoriser la mise en oeuvre d'initiatives présentant un caractère exemplaire (répondant de façon manifeste à la mission du Fonds des inforoutes et à ses autres objectifs) et susceptibles d'entraîner des initiatives similaires ou de produire des enseignements utiles pour d'autres initiatives.*

Le lancement officiel du projet pour la production d'un premier support multimédia présentant des contenus endogènes de formation s'est fait par un appel à propositions. Cependant il a été précédé de la réalisation, à titre pilote, de deux cédéroms produits par deux Universités africaines : l'Université de Ouagadougou au Burkina Faso et l'Université du Bénin au Togo<sup>96</sup>.

Il s'agissait pour cette production pilote de valider et de préciser les procédures et méthodologies proposées. Celle-ci réalisée, l'appel à propositions a été ouvert à tout formateur d'un centre de formation d'enseignants et à tout enseignant-chercheur des universités francophones du Sud. Le résultat de ces diverses réalisations, à savoir une collection de supports pédagogiques variés, devait être mis à disposition gratuitement à destination de tout organisme de formation du Sud, en ligne et/ou sur support de type cédérom.

---

<sup>93</sup> Le Fonds Francophone des Inforoutes est issu du plan d'action décidé lors du VIIème Sommet de la Francophonie, qui a eu lieu à Hanoi en novembre 1997. Mis en place le 3 juin 1998, il a pour mission de promouvoir le développement et la maîtrise des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication dans les pays du Sud et de l'Est de la Francophonie en soutenant des initiatives multilatérales de production de contenus francophones, dans les domaines prioritaires déterminés par les instances de la Francophonie et parmi lesquels est l'éducation.

Les crédits de ce Fonds proviennent de plusieurs états et gouvernements ayant le français en partage (Cameroun, Canada, Canada-Québec, Canada-Nouveau Brunswick, Communauté Française de Belgique, Côte d'Ivoire, France, Gabon, Liban, Suisse, Sénégal).

<sup>94</sup> Cédérom ou site Internet.

<sup>95</sup> <http://www.francophonie.org/fonds/>

<sup>96</sup> Pour le Togo, il s'agit du cédérom sur « le peuplement du Togo » et de celui sur « les chefferies traditionnelles Ewe »

La sélection des projets proposés visait à réaliser un équilibre entre la présentation de contenus portant sur des thèmes concernant :

- les disciplines des curricula relevant de l'enseignement ou de la formation professionnelle,
- les contenus transversaux tels : l'environnement, la prévention, la culture, etc.
- les méthodologies et les gestes professionnels.

Il apparaissait en effet nécessaire de constituer une illustration significative de la faisabilité de la production de contenus endogènes spécifiques.

Une assistance a été apportée à cette fin à des cadres nationaux francophones du Sud, volontaires, sélectionnés en fonction de leurs projets. Au Burkina et au Togo, les projets des anciens étudiants du DUCM ont fait l'objet d'une particulière attention.

Au-delà de la prise en charge financière de l'édition, une aide méthodologique, pédagogique et/ou technique a été proposée, dans le cadre d'une aide locale apportée par le responsable RESAFAD en place dans le pays et grâce à un tutorat " on line " effectué par les partenaires du Nord (IUFM et Universités) du RESAFAD.

Le résultat obtenu se décompose de la façon suivante :

- cinq productions achevées au Burkina dont un cédérom et quatre sites ;
- trois productions au Togo soit un site et deux cédéroms dont un en cours de réalisation ;
- 5 sites au Sénégal dont un en cours d'élaboration ;
- un cédérom en Guinée.

Deux cédéroms généralistes ont été également produits :

- le premier sur la présentation des projets, créé à Paris ;
- le second sur l'usage des TICE en Afrique francophone. Elaboré sous la conduite du Conseiller Technique Régional, ce cédérom présente une collection d'interviews préparées et réalisées avec l'assistance des correspondants nationaux du réseau dans plusieurs pays africains<sup>97</sup>.

Un examen des titres et des contenus des productions des pays africains, ayant abouti ou en cours de réalisation, permet de les classer typologiquement.

---

<sup>97</sup> Les exemples sont pris au Burkina Faso, au Niger, au Sénégal et au Togo.

ORIGINE	TYPE	TITRE	AUTEUR
<b>Burkina Faso</b>	cédérom	Bwa, l'enfant du Dô	Dona Coulibaly
	site	Portail ENEP	Yamba YAMEOGO
	site	Annuaire du MEBA	Laurent KABORE
	site	Cellule d'Appui à la Formation professionnelle	Ambroise D.BAKYONON
	site	CERLESH	Magloire SOME
<b>Guinée</b>	cédérom	Plantes anti-parasitaires	Saïdouba BALDE
<b>Togo</b>	cédérom	Le peuplement du Togo	Tsatsou FIADJOE
	cédérom (en cours)	Statistiques, indicateurs	Koffi SEGNIAGBETTO
	site	Chefferies traditionnelles Ewe	Michel MIHINTO
<b>Sénégal</b>	site	Appui à l'appui scientifique	Papa Youga DIENG
	site (en cours)	IREMPT	Magatte THIAM
	site	Structure de formation continue des professeurs du Sénégal	Joseph SARR
	site portail	Portail des lycées et collèges du Sénégal	Léopold Faye
	site	Pôle de Dakar - Analyse sectorielle en éducation	Papa Youga Dieng Marie d'Orléans Luc Gacougnol

Trois productions affichent comme objectif la connaissance de la culture et de l'histoire avec le souci de conserver vivante la tradition. C'est le cas de « *Bwa, l'enfant du Dô* », cédérom burkinabé qui, à partir d'un documentaire audiovisuel produit par la télévision nationale en 1999, relate la visite d'un village par un masque avant une cérémonie d'initiation exceptionnelle. Plus particulièrement destiné à un public d'enseignants ou d'élèves, africains ou autres, ce travail vise à faire mieux connaître la vie économique et culturelle d'un village de l'ethnie Bwa.

La même préoccupation préside à la conception d'un cédérom togolais sur « *le peuplement du Togo* », rappel succinct des premiers peuplements au XIX<sup>ème</sup> siècle, et un site, toujours visible<sup>98</sup>, sur la « *chefferie chez les Ewe* », peuple réparti entre le Ghana, le Togo et le Bénin où la chefferie est devenue élective à partir du XVI<sup>ème</sup> siècle. La collaboration d'un professeur du département d'Histoire de l'Université de Lomé et de son équipe apporte sa caution scientifique à la réalisation de ce travail. Le site se décompose en trois grands chapitres en dehors du préambule et la conclusion : le peuplement, la chefferie et les grands chefs Ewe.

Un second thème, de type plus institutionnel, est représenté par deux sites et un cédérom.

Le premier site a été écrit au Burkina. Intitulé « *l'annuaire du MEBA* »<sup>99</sup>, il n'est plus en ligne actuellement.

Le second est un site élaboré au Sénégal, intitulé « le Pôle de Dakar<sup>100</sup> - Analyse sectorielle en éducation ». Le site comporte deux parties :

- un espace grand public offrant en ligne des documents généraux, dont la méthodologie RESEN<sup>101</sup> et d'autres documents méthodologiques ou analytiques

<sup>98</sup> <http://www.chez.com.chefsewe/accueil.html>

<sup>99</sup> MEBA est le sigle pour désigner le Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation.

<sup>100</sup> « Le Pôle de Dakar » est l'émanation d'un partenariat entre l'UNESCO et le Ministère des Affaires Etrangères français. On appelle ainsi une équipe qui travaille sur l'analyse sectorielle dans le domaine de l'éducation.

<sup>101</sup> RESEN (Rapport d'Etat d'un Système Educatif National) désigne un type de diagnostic d'un système éducatif, produit à partir d'une démarche d'analyse précise, faites par étapes systématiquement abordées dans les différents chapitres du rapport final.

conçus par le Pôle, ainsi que des informations sur l'actualité du monde de l'éducation en Afrique.

- Un espace privé réservé aux personnes ayant partie liée avec les activités du Pôle dans les pays d'Afrique sub-saharienne, en particulier les employés chargés d'analyse et de planification dans les différents ministères de l'éducation.

A ces deux productions s'ajoute un cédérom en cours d'élaboration au Togo : « *statistiques, indicateurs* ». Celui-ci qui devrait être achevé en 2004, comprendra trois parties :

- les tableaux des statistiques scolaires du Togo : nombres d'élèves, d'enseignants, infrastructures etc. relatives à l'année scolaire 2001-2002<sup>102</sup>
- une analyse de ces divers chiffres à travers des indicateurs commentés (taux de scolarisation, inscriptions, ratios etc.) appuyés par des graphiques
- une initiation au calcul des divers indicateurs généralement utilisés, avec leur définition et des exemples de calcul à l'appui.

L'un des objectifs annoncé est de favoriser l'autoformation des inspecteurs et des responsables centraux et régionaux de l'éducation qui y verront un support pédagogique d'initiation à la planification de l'éducation. Une mission d'évaluation est prévue afin d'apprécier son impact auprès des publics cibles<sup>103</sup> ainsi qu'une remise à jour périodique des données chiffrées.

Ces trois projets visent principalement à donner des outils d'aide à la décision à un public institutionnel s'intéressant à la planification, qu'il s'agisse des décideurs des directions centrales ou des responsables des directions régionales, voire des institutionnels et acteurs internationaux. Au-delà, ces informations peuvent intéresser un public plus large comme par exemple les parents d'élèves, les enseignants...

Le troisième thème dédié à la formation continue s'inscrit dans l'objectif central du programme RESAFAD de développement d'une expertise nationale dans les pays du Sud.

La formation continue est représentée par deux sites. Le premier est le site de la « *Cellule d'Appui à la Formation Professionnelle* » (CAFP), mis au point au Burkina Faso.

Ce site, toujours actif, est mis à jour très régulièrement<sup>104</sup>. Il présente la CAF, sa mission, ses actions en faveur de l'apprentissage pour l'acquisition de compétences professionnelles reconnues<sup>105</sup> en se plaçant sur un triple plan : professionnel, territorial et réglementaire. Il fournit aussi des indications sur la mise en chantier d'un guide de l'apprentissage pour l'élaboration de supports de formation à l'intention de cinq métiers retenus pour l'expérimentation. La CAF, née de la concertation des institutions d'appui à l'artisanat et aux petites et moyenne entreprises est placée sous la tutelle du Ministère de l'Emploi du Travail et de la Sécurité Sociale (METSS), du Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESSRS) et du Ministère du Commerce de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat (MCPEA) Elle bénéficie de l'appui technique et financier de coopérations bilatérales<sup>106</sup> et de diverses ONG et de projets sur le terrain. Cette information actualisée peut intéresser non seulement les cadres des ministères concernés mais aussi les patrons burkinabés, artisans ou responsables de PME, les conseillers ou assistants techniques ayant en charge l'artisanat et, d'une façon plus large, des formateurs.

Les deux sites suivants sont sénégalais.

Le premier est le Portail des lycées et collèges du Sénégal<sup>107</sup>.

---

<sup>102</sup> Ce sont les plus récentes qui soient disponibles.

<sup>103</sup> Il s'agit de décideurs, de cadres administratifs, d'inspecteurs et aussi de partenaires : ONG, bailleurs de fonds, coopérations bilatérales.

<sup>104</sup> Le site est visible à l'adresse suivante : <http://cafp.bf>; sa dernière mise à jour date de septembre 2003.

<sup>105</sup> Par exemple le lancement d'une formation de coupe et couture homme, début septembre 2003

<sup>106</sup> Il s'agit de la Coopération allemande, la Coopération autrichienne, la Coopération française et la Coopération suisse.

<sup>107</sup> [www.education.sn](http://www.education.sn)

Ce site offre des liens avec les différents sites éducatifs existants au Sénégal qu'ils soient d'origine nationale ou internationale<sup>108</sup>. Il donne à la rubrique « actualité » accès aux informations concernant les activités pédagogiques développées au Sénégal telles formations, séminaires, manifestations culturelles à caractère pédagogique ... et permet l'accès à des sites disciplinaires, adaptés aux programmes actuellement en vigueur. Il comporte enfin un espace privé où des activités de travail collaboratif sur des thèmes pédagogiques peuvent être menées.

Le second site s'intitule « *Structure de Formation Continue des Professeurs du Sénégal* »<sup>109</sup>. C'est un projet, piloté par le Coordinateur National de la Formation Continue. Il répond à un besoin de formation des professeurs ainsi que des vacataires et des volontaires recrutés par le Ministère de l'Éducation sénégalais sans formation professionnelle initiale. Le site offre un outil supplémentaire de mise à disposition de ressources disciplinaires (guides, fiches pédagogiques..) adaptées aux programmes sénégalais et directement exploitables<sup>110</sup>. Les enseignants, les formateurs de l'ENS, les inspecteurs, les conseillers pédagogiques et des chercheurs de certains instituts forment le public potentiel et peuvent y accéder gratuitement individuellement ou collectivement en cellules pédagogiques. par navigation, téléchargement ou support papier. Il est hébergé sur le serveur RESAFAD Sénégal. Enfin quatre sites et un Cédérom peuvent, pour des raisons de commodité, être classés dans une catégorie relevant de l'enseignement primaire ou de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement supérieur.

Le site portail des ENEP<sup>111</sup> (Ecole Normale des Enseignants du Primaire) a été conçu à l'origine par des personnes ayant suivi le DUCM pour devenir un moyen de communication privilégié pour l'information et les échanges entre les différentes Ecoles Normales du Burkina<sup>112</sup>.

De fait, actuellement la page d'accueil offre diverses informations de caractère national ou axées sur l'une ou l'autre des ENEP. La zone de gauche contient différentes rubriques, accessibles par un clic, dont « travaux de recherches » et « ressources pédagogiques » qui se déclinent à leur tour en plusieurs sous-rubriques<sup>113</sup>. C'est là, sous l'indicatif : « ressources » qu'il est possible de trouver, au format pdf, et de télécharger l'ensemble des 19 modules de formation à distance des directeurs d'école, initiés par RESAFAD. Toutes les rubriques annoncées en page d'accueil ne sont pas encore actives, notamment le forum mais, tel qu'il existe, ce site représente un outil pratique d'information et de formation.

La maquette réalisée, il restait toutefois un enjeu important ; celui de faire adhérer à ce projet les équipes de direction et le corps professoral des différentes ENEP pour qu'elles se l'approprient.

Les débuts furent difficiles. Les écoles étant peu équipées en informatique, le corps enseignant ne pouvait pas utiliser les contenus de la maquette et il n'existait pas de possibilité d'en faire la promotion et montrer son utilisation dans le cadre de l'auto formation ou de l'accompagnement à la formation initiale.

Courant 2002, seules trois ENEP étaient connectées (Bobo-Dioulasso, Loumbila et Fada N'Gourma) et, pour des raisons de coût, elles n'étaient plus que deux à l'être en 2003. De plus, si trois écoles possédaient une salle informatique, une seule (Bobo-Dioulasso) bénéficiait d'un réseau de plusieurs postes connectés.

---

<sup>108</sup> comme le site de World-Links ou celui du campus numérique francophone de Dakar de l'AUF.

<sup>109</sup> <http://sfc.education.sn>

<sup>110</sup> Tous les renseignements sur ce futur site se trouvent sur le serveur de RESAFAD Sénégal : <http://www.sn.resafad.org>

<sup>111</sup> Les Écoles Nationales des Enseignants du Primaire (ENEP) ont pour première mission de former des Instituteurs Adjoints Certifiés des secteurs public et privé de l'enseignement du premier degré. Ces écoles seront de plus en plus amenées à s'impliquer dans la formation continue des enseignants.

<sup>112</sup> Chacune des ENEP Ouahigouya, Loumbila, Fada Ngourma, Bobo Dioulasso, Gaoua, est accessible à partir d'une carte géographique située en haut et à gauche du site ENEP. Différentes rubriques sont déjà mises en place : administration, corps professoral, formation, salle de ressources, etc. il ne reste plus qu'à y entrer du contenu.

<sup>113</sup> Voir, à titre d'exemple, en annexe 14, deux copies d'écran de la rubrique « ressources pédagogiques ».

La deuxième phase du projet a donc commencé en septembre 2002 par la mise en place d'un plan d'équipement, de formation, d'information et par la refonte du site. Ce plan d'action a pu voir le jour grâce au Projet d'Appui à l'Education Nationale, qui avait inscrit la mise en réseau des ENEP dans son programme et qui a apporté un appui financier important.<sup>114</sup>

Le plan d'action est actuellement en cours, chaque ENEP est maintenant équipée d'un Intranet d'au moins 5 postes et est connectée à Internet. Les actions de sensibilisation et de formation ont permis la mise en place d'une équipe de formateurs et de personnels, dans chaque ENEP, qui ont en charge la maintenance de la salle informatique et ses équipements, la démultiplication de la formation et l'élaboration et la mise à jour du site de chaque école normale.

Le site portail des ENEP sera complet et mis en ligne à l'adresse

<http://www.enep.bf> en juin 2004.

Les publics visés sont évidemment en premier les dirigeants des ENEP, leurs personnels enseignants, les élèves maîtres dont le nombre est important puisque les effectifs atteignent pour chaque promotion, en moyenne 500 personnes par école, soit 2300/2500 futurs maîtres, mais aussi les partenaires institutionnels au Burkina et à l'étranger.

Le Site sénégalais de « *l'Institut de Recherche pour l'Enseignement des Mathématiques de la Physique et de la Technologie* » (IREMPT) qui vient d'être mis en ligne (<http://irempt.education.sn>). La mission principale de cet institut est la recherche et l'expérimentation pédagogique sur l'enseignement des Mathématiques, de la Physique et de la Technologie et la transition entre les différents niveaux d'enseignement. Ce site doit aussi contribuer à la formation initiale et continue des enseignants du primaire et du secondaire. Il doit également contribuer à la diffusion d'une documentation pertinente notamment par la mise en ligne des résultats de la recherche et être ainsi une aide à l'information des enseignants. Les auteurs du site ont un programme ambitieux. C'est en effet un site portail qui est envisagé. Il est prévu pour abriter dans un premier temps une présentation de l'IREMPT, des ressources validées pour les enseignants sur la recherche didactique et la formation à l'Intégration des NTIC dans l'enseignement et des ressources pour l'apprentissage des élèves sur la modélisation et la simulation. Par la suite, il est envisagé d'y adjoindre un espace Jeunes-Sciences-Technologie, informatif et ludique et de mettre en place un forum<sup>115</sup>.

Le site <http://www.examen.sn> de « *l'Appui à l'Enseignement Scientifique* »<sup>116a</sup> a pour objectif la mise à disposition des élèves des classes de troisième et terminales, d'un répertoire d'exercices avec leurs corrigés des examens du Brevet (BFEM) et du BAC des cinq dernières années, ainsi que des conseils d'orientation, pour aider à la réussite des élèves dans les disciplines scientifiques. Outre la possibilité d'entrer dans ces annales par niveau d'études - troisième, terminales S1/S2/S3 - la page d'accueil du site présente le projet et ses concepteurs. Il s'agit d'un site actualisé puisque sont déjà en ligne les résultats des épreuves de physique du bac S2. Le public visé est évidemment celui des élèves de ces classes d'examen, les enseignants et les parents d'élèves.

Le cédérom guinéen ayant pour thème : « *l'étude de 34 plantes anti-parasitaires de la pharmacopée traditionnelle* » a pour champs d'application l'enseignement supérieur. Son originalité a été d'être élaborée par une équipe d'universitaires pluridisciplinaires de la Faculté des Sciences des départements de botanique, biochimie et chimie et de la Faculté de Pharmacie, toutes deux faisant partie de l'Université Abdel Gamal Nasser de Conakry. La base de données pour l'élaboration des contenus est un ensemble de mémoires de pharmacie et en sciences biologiques, soutenus à l'université de Conakry, durant deux décennies, dans le

---

<sup>114</sup> De l'ordre de 32 M de francs CFA, soit 50 000 euros.

<sup>115</sup> Tous les renseignements sur ce futur site se trouvent sur le serveur de RESAFAD Sénégal :

<http://www.sn.resafad.org>

<sup>116</sup> Voir document annexe 15.

domaine de l'amélioration des formes traditionnelles de médicaments et la lutte contre les parasitoses. Ce travail, dont la validité scientifique a été contrôlée dans le cadre du réseau RESAFAD par un enseignant-chercheur en toxicologie de la Faculté des Sciences de la Santé de l'Université de Ouagadougou, se veut un outil pédagogique à l'intention des étudiants<sup>117</sup>. L'étude se fait d'une façon interactive, soit à l'aide de tableaux systémiques où les plantes sont recensées par type de maladies et de parasitoses soit par un index alphabétique, Outre son intérêt de sauvegarde d'un certain patrimoine intellectuel, assez détérioré par les mauvaises conditions de conservation des herbiers qu'il a fallu reconstituer et des documents eux-même, ce travail a permis aux enseignants chercheurs qui y ont travaillé de prendre conscience de l'intérêt d'un tel support de cours ou de TD et a donc suscité de leur part l'envie de voir se renouveler l'expérience.

Le dernier site étudié ici est également ciblé universitaire puisque qu'il s'agit du site du Centre d'Etudes et de Recherches en Lettres, Sciences Humaines et Sociales (CERLESHS) de l'Université de Ouagadougou qui se propose de mettre en ligne une sélection des meilleurs mémoires de ces différentes disciplines<sup>118</sup> et de donner des informations aux étudiants sur les cursus de ces départements (historique, formation, filières existantes et enseignants responsables et enfin débouchés possibles). Le site est hébergé sur le serveur de RESAFAD-Burkina et visible à l'adresse suivante : <http://www.bf.resafad.org/cerleshs/>. Actuellement, les informations et les mémoires concernent seulement trois départements, ceux d'Histoire et d'Archéologie, d'Art et Communication et de Sociologie.

**En conclusion**, on peut noter avec satisfaction que très peu de projets acceptés à la suite de l'appel d'offre n'ont pas abouti à une production<sup>119</sup> effective. Cependant tout n'a pas été facile, les délais, prévus initialement d'une année, ont dû être considérablement allongés. Certains sites ne sont d'ailleurs pas encore terminés. Ce dépassement peut avoir, selon les pays, des causes diverses. Des problèmes de ressources humaines ont pu survenir car il n'est pas toujours facile de former et faire travailler une équipe pluridisciplinaire, sans qu'apparaissent, en cours de route, des rivalités de personnes<sup>120</sup>. L'équipe a pu se heurter aussi à des difficultés d'ordre technique. Ainsi, si le Burkina, le Togo et le Sénégal, ont pu disposer de ressources humaines avec les diplômés du DUCM<sup>121</sup>, ce n'était pas le cas de la Guinée qui dut faire appel à une personne extérieure pour l'architecture, le graphisme et le montage HTML. La question de la duplication des produits sur place a été pour toutes les équipes un sérieux handicap.

Sans méconnaître le poids de ces difficultés, la réalité et la qualité des productions est la preuve que l'encouragement à la production de produits pédagogiques et de contenus du Sud et à leur promotion, était un challenge à prendre dans le processus de développement d'une expertise nationale pour la production de contenus de formation au sein des instances éducatives.

Cette réalisation a également permis aux différentes équipes une prise de conscience de l'importance des questions de droits afférant aux productions multimédias auxquelles elles étaient jusque là assez peu sensibles.

Il serait sans doute intéressant, comme cela a été dit à propos du DUCM, de pouvoir utiliser ce corpus à des fins pédagogiques pour enrichir des dispositifs de

---

<sup>117</sup> Voir le document annexe 16.

<sup>118</sup> Sont ainsi disponibles, au format PDF, 12 mémoires en histoire, 5 en arts et communication et 5 en sociologie. Les plus récents datent de 2001. Le survol de la rubrique « Histoire et Archéologie » montre que les 12 mémoires retenus, traitent tous de l'histoire contemporaine - 2 axés sur la fin du XIX<sup>ème</sup> s. et 10 consacrés au XX<sup>ème</sup> s. -

<sup>119</sup> 3 sur 15 seulement n'ont pas pu être terminés.

<sup>120</sup> Par exemple en Guinée la défection d'un pharmacien, en désaccord avec le chef de projet, a entraîné des retards nécessités par la recherche d'un remplaçant.

<sup>121</sup> Pour le site sénégalais de l'IREMPT il est dit expressément : « *Le dispositif sera piloté par le concepteur du Projet assisté d'une équipe de développement (enseignant diplômé DUCM) d'enseignants de l'Institut pour la conception et la réalisation des ressources et d'un infographiste.* »

formation mais aussi d'analyser les processus mis en place pour ces productions, de réfléchir sur des obstacles rencontrés, de capitaliser les expériences afin de réaliser un cahier de charge qui pourrait aider des équipes que voudraient se lancer dans la même aventure.

Il n'en reste pas moins que, pour que ce type de production ne demeure pas un phénomène ponctuel, il est indispensable de mettre en place une dynamique et d'encourager les échanges pour le développement d'un réseau de compétence avec un renforcement de la coopération inter établissements non seulement Nord/Sud mais aussi Sud/Sud.

Il faut aussi que ces initiatives soient véritablement soutenues par les ministères et les décideurs du système éducatif. Il est nécessaire que, au-delà des déclarations d'intention, soient mis au point de véritables dispositifs d'encouragement à la production de contenus de formation par les ministères de tutelle dans les pays du Sud, dans la logique du Fonds Francophone des Inforoutes, et à un niveau national de sélection.

## CHAPITRE 7

### L'EXPERIMENTATION DE L'UEL-PCSM (UNIVERSITE EN LIGNE- PREMIER CYCLE SUR MESURE)

#### *Une recherche – action sur l'usage de contenus préexistants et de leur adaptation au contexte africain dans le cadre d'une Formation Ouverte et A Distance.*

Cette expérimentation est réalisée concrètement dans un seul pays du Réseau RESAFAD : la Guinée. A la suite de cette réalisation, le Sénégal et le Togo ont fait part de leur désir de pouvoir à leur tour bénéficier de l'UeL-PCSM.

Depuis avril 2003, au Togo, dans le cadre de la formation d'un pôle technologique<sup>122</sup> deux groupes de travail <sup>123</sup> sont mis en place pour étudier le contenu de ces documents, étudier la conformité de ces ressources par rapport aux programmes universitaires togolais et les besoins d'approfondissement des connaissances des professeurs de Lycée. Ce travail doit aboutir un rapport intégrant des recommandations sur la pertinence de l'usage de ces produits multimédia et des réflexions sur des adaptations éventuelles à apporter au contenu de ces ressources pour la formation initiale des étudiants ou la formation continue des enseignants scientifiques du secondaire. Lorsqu'il sera prêt, ce dossier sera rendu à l'Université de Lomé et au MENR qui prendront leur décision.

Au Sénégal, la non-disponibilité actuelle des conseillers pédagogiques a retardé la réflexion pour la mise en œuvre d'une action qui se ferait au profit de la formation continue des enseignants du secondaire.

L'expérience guinéenne s'est mise en place à partir de mars 2001 et s'est toujours déroulée dans le cadre d'accords de partenariat entre le Réseau Universitaire des Centres d'auto formation (RUCA), RESAFAD et les institutions d'enseignement supérieur concernées.

Née sur place d'une étude des besoins, elle a débuté d'abord à Conakry avec la Faculté des Sciences et l'Institut des Sciences de l'Education de Guinée (ISSEG) chargé entre autre, de la formation continue des enseignants du secondaire. Elle s'est développée et diversifiée selon les demandes expressément exprimées par les autorités de la seconde université de Guinée à Kankan et du Centre Universitaire de Labé. Elle s'est déclinée d'une façon inégale sur deux volets principaux : l'enseignement supérieur et la formation d'enseignants du secondaire.

Cette action n'a pas encore fait l'objet d'une véritable évaluation mais seulement d'un suivi interne. Elle a fait l'objet de comptes-rendus réguliers<sup>124</sup> de la part de l'Assistante Technique, correspondante du RESAFAD en Guinée<sup>125</sup> qui a animé cette expérimentation, et a été suivie avec attention, y compris par des visites sur le terrain en janvier et février 2003, lors de missions de l'un des trois coordinateurs<sup>126</sup> et l'ancienne présidente du RUCA<sup>127</sup> venus tous les deux à trois reprises en Guinée. A l'occasion du séminaire RESAFAD à l'UNESCO, en mai 2003, sur « l'usage des réseaux pour l'éducation en Afrique », une synthèse de cette expérimentation a été faite et mise en ligne<sup>128</sup>. Le texte qui suit va beaucoup emprunter à cet article.

---

<sup>122</sup> Avec comme partenaires le Ministère de l'Education et de la Recherche togolais, l'Université de Lomé, l'AUF et RESAFAD.

<sup>123</sup> L'un pour l'Université, l'autre pour la Direction de la Formation Permanente (DIFOP) du Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche.

<sup>124</sup> Comptes rendus de formations et de missions dans les universités en région, Voir les documents annexes 18 et 19.

<sup>125</sup> Mme Marie-Paule Théry

<sup>126</sup> M. Jean Valérien.

<sup>127</sup> Madame le Professeur Nicole Bernard.

<sup>128</sup> Par l'ancienne responsable du RESAFAD, de retour de Guinée.

Il existe en Guinée deux universités : l'Université de Conakry et l'Université de Kankan et trois instituts dont l'Institut Supérieur des Sciences de l'Éducation de Guinée (ISSEG).

En janvier 2002, deux centres universitaires régionaux, à Labé et à N'Zérékoré, ont été ouverts. Ils dépendent respectivement des universités de Conakry et de Kankan.

Les Autorités de l'Enseignement supérieur ont décidé la décentralisation des structures universitaires en créant des pôles décentralisés, avec une volonté politique exprimée de les mailler, dès que possible en réseaux, en profitant des possibilités financières offertes par le programme et le programme de l'Éducation pour Tous (EPT), et la remise de dettes. Le déficit en enseignants constitue un frein considérable pour ces nouveaux ou futurs établissements.

Le principe d'un enseignement ouvert et à distance est adopté, au moins pour une partie des cursus qui seront ouverts dans les nouveaux centres.

C'est dans ce contexte que débute, en mars 2001, l'expérimentation de l'Université en ligne (UeL) et des programmes numérisés français, Premier Cycle sur Mesure (PCSM).

L'UeL-PCSM est produit par le Réseau Universitaire des centres d'Auto formation (RUCA). C'est un ensemble de produits multimédias offrant une somme de documents numérisés de toute nature, alliant des textes, des images fixes ou animées et du son, répartis sur quatre domaines disciplinaires, Mathématiques, Physique, Chimie et Biologie. L'ensemble de la production représente des centaines d'heures de cours et d'exercices, axés sur les programmes des premiers cycles scientifiques.

La signature des accords de partenariat, fin janvier 2001, donne le coup d'envoi officiel à l'expérience pour l'Université de Conakry (Faculté des Sciences) et pour l'ISSEG.

L'objectif est alors de permettre à une équipe d'environ vingt à trente enseignants de consulter, dans la salle RESAFAD, les modules de l'UeL-PCSM en mathématiques, physique et chimie, de mars à juillet, selon un planning de séances hebdomadaires. Il s'agit d'un travail en binôme mais chaque enseignant dispose d'un poste de travail individuel.

Malgré de réelles difficultés techniques (coupures d'électricité, version périmée de certaines simulations et démonstrations...) et quelques abandons, les résultats de cette appropriation sont encourageants. L'expérience se poursuit à la rentrée et, le 1<sup>er</sup> décembre 2002, lors du séminaire de Conakry, les indicateurs d'une bonne appropriation du produit par les enseignants apparaissent comme suffisamment positifs aux responsables du RUCA et du RESAFAD pour justifier la poursuite de l'expérience, avec l'acceptation d'accéder à la demande insistante des expérimentateurs de réaliser des séances de cours-tests devant des étudiants. La possibilité d'une délocalisation des modules à l'Université même est également donnée aux expérimentateurs pour leur permettre de travailler en « libre service » et sensibiliser les autres enseignants au produit.

Lors du séminaire, un élargissement de l'expérimentation en faveur de l'Université de Kankan est également décidé.

Entre avril et novembre 2002, trois sessions de travail sont organisées à Conakry, à l'intention d'une dizaine d'enseignants, des différentes disciplines concernés par l'UeL-PCSM.

L'équipe, va ensuite, à Kankan, travailler à la stratégie pédagogique à employer pour une réelle intégration dynamique des extraits de modules dans la progression des cours enseignés. En février 2003, une mission à Kankan de la responsable RESAFAD en Guinée permet le suivi de l'expérimentation, avec l'organisation de cours-tests devant les étudiants et la mise des modules UeL-PCSM par discipline sur 4 des ordinateurs de la salle informatique réservée aux enseignants pour leur permettre un travail en « libre service ». Des extraits ciblés du module de mathématiques sont également installés sur les ordinateurs d'une salle dédiée à l'intention des étudiants de seconde année de « math-physique » pour des

expérimentations de TD, avec un enseignant durant le second semestre 2003. Les tests sont poursuivis durant cette même période.

Une expérimentation a également eu lieu sur le site universitaire déconcentré de Labé à partir de juin 2002.

Connaissant les graves difficultés engendrées par l'absence d'enseignants permanents dans l'apprentissage des étudiants de première année de la filière math-info (seule filière actuellement enseignée), il a été décidé, fin mai 2002, de faire une expérimentation de révisions, en libre service, d'une partie du programme de mathématiques<sup>129</sup>. Des extraits de l'UeL ont été installés, courant juin, sur les 13 ordinateurs existants alors<sup>130</sup> et les étudiants, nantis d'un manuel d'utilisation pratique du logiciel, créé tout exprès à cet effet, ont pu travailler en libre service après les cours (dans la mesure toutefois où le courant électrique fonctionnait). Les résultats ont été probants avec 64% (36 reçus sur 56) dès la session de juillet.

L'expérimentation s'est poursuivie et diversifiée en 2002-2003, à la demande pressante des autorités du Centre. Un des enseignants venant en mission d'enseignement et connaissant bien les produits UeL-PCSM<sup>131</sup>, a élaboré, une stratégie d'apprentissage pour les étudiants de seconde année avec la mise au point de TD et un travail en auto-formation en vue d'une meilleure harmonisation du programme<sup>132</sup>. Il a également initié les étudiants de première année à la manipulation du logiciel.

Une expérimentation d'un autre type s'est aussi déroulée à Labé, début 2003, avec l'accord du directeur du Centre et des autorités déconcentrées de l'enseignement secondaire. Cette action se place dans la perspective de la formation continue des professeurs de mathématiques enseignant en lycée avec, comme objectif, un relèvement du niveau des étudiants entrant en première année des DEUG scientifiques. Il s'agit de faire travailler les professeurs sur des extraits des modules installés au Centre Universitaire, tout en les initiant à la pratique de l'ordinateur.

La formation a été conçue au plan académique, et physiquement assurée, par le docteur Oussemane BAH, déjà responsable de l'utilisation de l'UeL-PCSM par les étudiants. Trois « tuteurs », choisis parmi les étudiants de seconde année, ont aidé aux manipulations.

Cette expérimentation, appelée « *Actualisation des connaissances en mathématiques à l'aide des nouvelles technologies* » s'est voulu volontairement limitée dans le temps et l'espace puisqu'elle a concerné les lycées de la seule ville de Labé.

Elle s'est achevée le 15 février 2003 par la remise des attestations et une double demande de la part des enseignants-apprenants : la poursuite de l'expérimentation par une seconde session où d'autres thèmes pourraient être abordés et la création d'un centre de ressources commun dans un lycée de la ville pour les professeurs du secondaire de Labé avec une possibilité d'utilisation de l'UeL-PCSM dans les autres disciplines disponibles en rapport avec les programmes à enseigner.

Parallèlement, et dans l'esprit d'aider à la formation continue des enseignants du secondaire, début 2003, deux enseignants de l'ISSEG ont entrepris de tester le module « *mathématique pour la physique* » dans la perspective de la mise sur pied de la formation ouverte et à distance des enseignants de collège en mathématique et en science physique. Leur objectif est de voir quelle pourrait-être son utilisation dans la formation de ces enseignants notamment en centres de ressources délocalisés qui pourraient se situer au sein d'institutions universitaires ou de lycées pilotes.

---

<sup>129</sup> Voir document annexe 17.

<sup>130</sup> Grâce la Coopération Française et quelques ordinateurs supplémentaires donnés par l'Université de Conakry, la salle d'informatique est maintenant équipée, depuis février 2003, de 28 ordinateurs, ce qui permet une meilleure rotation des séances de TD entre les première et les seconde années.

<sup>131</sup> Pour avoir fait partie du « noyau dur » de Conakry.

<sup>132</sup> Il s'agit de tenter de pallier les différences d'approche d'une mission d'enseignement à l'autre et de faciliter leur mise en cohérence.

A la fin de ce bref panorama des différentes actions entreprises, que penser de cette expérience ?

La variété des expérimentations menées dans le temps depuis la fin mars 2001, leur dispersion au plan géographique, les leçons apprises en cours de route (*pourquoi telle chose a marché et telle autre a tourné court..*) amènent tout naturellement à essayer de capitaliser l'expérience acquise afin de dégager des pistes de réflexion pour des actions futures.

Cinq points paraissent à ne pas négliger.

- La définition du profil des expérimentateurs. Il semble important qu'ils soient à la fois volontaires et en « prise directe » avec la formation du public cible ;

- l'importance d'un travail de réflexion des enseignants en groupe sur l'appropriation des contenus et leur utilisation ;

- la nécessité de « laisser du temps au temps » pour mettre en œuvre, adapter les expérimentations selon le contexte mais aussi pour qu'ait lieu une maturation des esprits et des mentalités ;

- la nécessité d'un suivi attentif ;

- l'importance, enfin, d'une bonne connaissance du milieu, de ses besoins, de ses attentes mais aussi de ses contraintes spécifiques.

Deux exemples contradictoires pour alimenter la réflexion sur ce dernier point : l'un, sur l'effet positif d'une prise de conscience par les enseignants ou les responsables de besoins non-satisfaits et l'autre sur la nécessité de bien connaître la nature de certains obstacles pour pouvoir les dépasser et se donner les chances de réussir.

- A la lumière de l'expérience en Guinée, il semble que ce soit dans les lieux où la conscience des besoins était la plus aiguë, que l'intérêt a été le plus fort et surtout le plus constant.<sup>133</sup>

- Le second exemple sera consacré au poids, très lourd mais souvent peu explicité, des freins hiérarchiques. C'est un point dont on ne saurait sous-estimer l'importance au quotidien pour la réussite du projet et ceci, nonobstant les volontés officiellement affichées lors de rencontres avec des autorités venues de France<sup>134</sup>.

**En conclusion**, il ne saurait évidemment être question de dresser un véritable bilan d'expérimentations qui pour la plupart sont toujours en cours.

On peut noter toutefois objectivement un premier résultat positif. Il s'agit du succès remarquable remporté par les étudiants du Centre Universitaire de Labé en Guinée, lors de la publication en septembre 2003 des résultats au concours d'accès au Centre Informatique de Conakry où les mathématiques jouent une place prépondérante. Pour 20 places disponibles, 15 sont revenues à Labé qui présentait 50 candidats et 5 à ceux de la filière Mathématique, Informatique et Economie (MIE) de la Faculté des Sciences de Conakry avec 98 candidats. Cette réussite est encore renforcée par le fait qu'en juillet 2003 pratiquement 80% d'étudiants de seconde année ont été reçus au DEUG (42/54) dès la première session. Ces résultats, en confirmant les résultats obtenus en première année de DEUG en juillet 2002, montrent de façon incontestable, parce quantitativement vérifiable, l'apport bénéfique de l'expérimentation de l'UeL-PCSM.

Au delà, au plan national, cette expérience a incontestablement ouvert des perspectives.

Au plan de la formation des enseignants du secondaire, il existe maintenant une première situation de référence prouvant que des professeurs, motivés en partie

---

<sup>133</sup> Deux lieux géographiques sont dans ce cas : Kankan dont la position géopolitique excentrée nuit au rayonnement de la seconde université nationale et Labé, très jeune centre universitaire, affronté à de nombreuses difficultés où une équipe des responsables, à esprit pionnier, est à l'affût de toutes les propositions susceptibles d'accroître le rayonnement du centre et de suppléer à ses handicaps.

<sup>134</sup> En Guinée, par exemple, les enseignements devant les étudiants sont du strict ressort d'un professeur titulaire du cours et aucun enseignant, même assumant la charge effective dudit cours, ne peut faire de modifications ou d'innovations sans son accord. Or ces professeurs titulaires sont généralement peu enclins à voir se mettre en place des changements qui risqueraient de remettre en cause leur autorité.

par l'utilisation de l'ordinateur, sont capables de se former sur site avec un appui rapproché local et, par la suite, en libre service avec un tutorat de proximité. C'est une donnée à prendre d'autant plus en compte que le plan EPT et la remise de la dette vont entraîner une relance de la formation continue à l'échelon national et qu'il existe un manque crucial de ressources humaines pour la prendre en charge dans le cadre traditionnel de sessions présentiels. Cette situation pourrait être débloquée par l'utilisation, d'ailleurs prévue, de la formation à distance et le recours aux TIC.

Au plan de l'Enseignement Supérieur, les responsables guinéens du ministère peuvent disposer de situations de référence sur l'apport que peuvent apporter les TIC et une expérience d'enseignement semi-présentiel à distance, dans la délocalisation de centres universitaires à partir des universités existantes. La constitution effective d'un réseau de centres autonomes permettrait une meilleure répartition des ressources éducatives sur l'ensemble du territoire national.

Il est certain que la motivation engendrée par le travail sur ordinateur, l'attrait exercé par l'UeL-PCSM, la qualité de ces produits multimédias, leurs présentations interactives, leurs possibilités de simulation, d'observation sont des éléments importants de motivation.

La flexibilité des usages, l'amélioration constante des possibilités d'utilisation des ressources<sup>135</sup>, ajoutées à l'intérêt d'un travail de groupe dans la stratégie d'appropriation des enseignants et aussi des étudiants amenés à prendre une part active à leur apprentissage, tous ces facteurs, ont joué positivement.

Il ne faudrait pas cependant tomber dans un optimisme béat et croire que le libre-service sauvage et l'importation clé en main de programmes fait au Nord, pour un public du Nord, puissent être la panacée de tous les maux dont souffrent les systèmes éducatifs africains. Déjà, en 2000, le Courrier de l'UNESCO dans un article trouvé sur Internet<sup>136</sup>, s'inquiétait des répercussions que le « E-learning » risquait d'avoir sur l'enseignement supérieur des pays du Sud en aggravant la fracture sociale, en déstabilisant le secteur universitaire national et en décourageant les compétences locales.

Ce n'était certes pas là l'objectif de cette expérimentation qui s'est toujours voulu au service et à l'écoute des enseignants et des formateurs locaux avec l'espoir de susciter chez eux non seulement l'envie d'utiliser au mieux ce genre de produits mais d'imaginer la création de produits de formation originaux à l'aide des TIC.

---

<sup>135</sup> Un progrès remarquable a en effet eu lieu par rapport aux premières versions disponibles en l'an 2000 pour une meilleure sélection des séquences grâce à un effort de « granulation » des modules.

<sup>136</sup> [http://www.unesco.org/courier/2000\\_11/fr/doss32.htm](http://www.unesco.org/courier/2000_11/fr/doss32.htm)

## CHAPITRE 8

### LES « INITIATIVES-PAYS » EN FAVEUR DE L'USAGE DES NTIC

#### *Des projets adaptés aux spécificités du terrain, en adéquation avec les besoins des pays*

Selon sa lettre de mission, il est de la responsabilité du correspondant RESAFAD de favoriser des initiatives locales dans le domaine des NTIC. D'autre part, son immersion dans le pays où il réside, parfois depuis plusieurs années ou, mieux encore, dont il est originaire, le rend particulièrement apte à voir de quelle manière il lui est possible de travailler dans le cadre de la composante 3 du programme RESAFAD<sup>137</sup>, en suggérant aux Coordinateurs la mise en œuvre de projets-pilote qui fassent intervenir différents acteurs de la société civile concernés par l'éducation.

- Dans l'ensemble des pays partenaires, la première approche en faveur de cette diffusion des usages, passe tout naturellement par la mise en œuvre de cours pour apprendre à se servir d'Internet pour le courrier électronique et la recherche sur le Web. Des formations à la bureautique sont également mises en place car elles s'avèrent souvent indispensables pour un travail ultérieur de formation utilisant les NTIC et font d'ailleurs l'objet de fortes sollicitations institutionnelles et personnelles. Il faut en effet noter que ce type de formation a été fait dans une majorité de pays partenaires à la demande des ministères de l'éducation qui souhaitent disposer dans leurs services d'un personnel susceptible d'utiliser pour son travail l'ordinateur et Internet. Cela a été le cas par exemple au Burkina-Faso où, en 1998-1999, plus de plus de deux cents cadres des enseignements primaire, secondaire, technique et supérieur ont reçu une formation aux services accessibles sur Internet. La même observation est valable pour le Mali dès l'installation de RESAFAD : « *Dans un premier temps, nous avons formé le personnel du Ministère de l'Education de Base sans distinction de niveau ou de fonction. Environ 50 personnes ont eu accès à la salle de formation et ont pu acquérir des notions de base concernant le système d'exploitation Windows, les logiciels Word, Excel et Powerpoint, et les applications Internet (courriel et navigation)* »<sup>138</sup> Actuellement encore, la formation de personnels de l'administration centrale du Ministère de l'Enseignement de Base est toujours une activité prioritaire des correspondants maliens du RESAFAD.

Les objectifs de ces formations doivent dans tous les cas être clairement précisés et il est de l'ordre du discernement pour les responsables locaux assistants techniques français ou nationaux de RESAFAD d'éviter de tomber dans le piège du cours de bureautique pour lui-même mais de le recadrer dans le sens d'un appui ciblé. L'objectif est de permettre à des concepteurs, des formateurs, des administrateurs de l'éducation engagés dans les différentes actions RESAFAD ou susceptibles de devenir des personnes-ressources dans leur pays, de maîtriser un outil de communication indispensable. Le rôle de RESAFAD est de former des experts nationaux au service de l'éducation, sans toutefois concurrencer les divers cours privés et les formations des cybercafés qui se sont multipliés partout en Afrique.

- Un autre type d'activité spécifique peut être lié au contexte tout à fait particulier d'un pays. C'est le cas de la Guinée Equatoriale, seul état hispanophone du continent et qui a décidé d'adhérer à la Francophonie. Le territoire national offre la particularité de n'être pas d'un seul tenant. La population se répartit géographiquement entre l'île de Bioko, où est implantée la capitale, Malabo, et une partie continentale, le Rio Muni, bordé à l'ouest et au nord par le Cameroun

<sup>137</sup> Cette composante est appelée : Soutien à des innovations liées aux nouvelles technologies.

<sup>138</sup> Extrait de la « Présentation de RESAFAD au Mali » texte écrit en janvier 1999 par l'Assistant Technique alors en place, Pierre Ottenwaelter (CSN).

et à l'est et au sud par le Gabon. Conséquence de l'adhésion à l'espace francophone, le français est devenu la seconde langue officielle en janvier 1998. L'enseignement de cette langue est désormais obligatoire au niveau du secondaire et son introduction est prévue aux deux derniers niveaux du primaire. Cette situation originale explique que le programme d'appui<sup>139</sup> mis en œuvre au titre de la coopération éducative privilégie l'enseignement et la diffusion du français.

De part sa situation géographique, les communications sont difficiles<sup>140</sup>, le réseau routier est peu développé et son état laisse à désirer. Par contre, le téléphone bénéficie d'installations récentes, mises en place avec l'aide de la Coopération française et doit pouvoir permettre le développement des télécommunications et des technologies de l'information. Dans ce contexte tout à fait original et sans équivalent parmi les pays partenaires, l'implantation récente de RESAFAD<sup>141</sup> prend une dimension particulière. En juin 2000, une première salle RESAFAD était inaugurée dans la capitale Malabo et en avril 2003, suite à une mission de la Volontaire Civile Internationale, correspondante RESAFAD,<sup>142</sup> l'implantation d'une seconde salle à Bata, sur le continent, était décidée ainsi que la nature et les publics des premières formations<sup>143</sup>. Le programme va faciliter l'organisation administrative et la décentralisation par la formation de cadres à l'usage de TIC puisque le Président de la République a décidé l'informatisation de la fonction publique et qu'une règle récente oblige les responsables des différents départements ministériels à siéger alternativement à Malabo et à Bata. Il lui faut aussi travailler à une mise en œuvre des programmes d'actions élaborés conjointement par le Projet d'Appui à l'Enseignement et à la Diffusion du Français en Guinée Equatoriale et la base arrière de RESAFAD à Paris pour la formation initiale et continue des enseignants.<sup>144</sup> Enfin l'accès à Internet permet de répondre aux demandes des usagers du réseau dans le domaine de l'accès à l'information et à la documentation francophone en temps réel et favorise ainsi l'amélioration de leurs compétences linguistiques en français.

- Autre type d'actions, les projets pilotes montés dans le cadre de la composante du programme RESAFAD-TICE intitulée : « innovations pédagogiques ». Ces projets, ciblés sur l'enseignement primaire et secondaire, sont montés et présentés par les correspondants locaux de RESAFAD. Ils sont examinés par les Coordinateurs et le Conseiller Régional et ne sont acceptés que dans la mesure où ils sont susceptibles de mettre en œuvre un processus induisant une dynamique nouvelle et observable dans le système éducatif du pays. A titre d'exemple nous allons examiner brièvement trois de ces initiatives destinées à l'enseignement secondaire.

---

<sup>139</sup> Le PAEDIF, Programme d'Appui à l'Enseignement et à la Diffusion du Français, adopté en décembre 1998, comporte trois composantes : la formation des enseignants de français du secondaire ; l'enseignement du français aux adultes et aux fonctionnaires ; un volet culturel centré sur l'environnement francophone.

Le PAEDIF, au delà de l'enseignement au sens strict, vise à faire du Français la langue de travail et de communication.

<sup>140</sup> Il faut près de dix heures de bateau ou près d'une heure d'avion pour relier, dans des conditions de sécurité encore incertaines, Malabo, la capitale, à Bata, la principale ville du continent.

<sup>141</sup> L'inauguration de la salle du RESeau Africain de Formation A Distance (RESAFAD) implantée au sein de l'Université Nationale de Guinée Equatoriale a eu lieu le 8 juillet 2002. La connexion à Internet de la salle a eu lieu en novembre de la même année.

<sup>142</sup> Mademoiselle Sophie Bel.

<sup>143</sup> Les premières formations de RESAFAD à Bata porteraient sur une initiation à l'informatique et concerneraient cinq types de public : les personnes travaillant pour la délégation de l'Education et des Sciences (10 personnes) / les responsables de Médiathèques au centre du pays (7 personnes) / les Conseillers Pédagogiques de français / les Professeurs de français (40 sur Bata, 80 sur l'ensemble du continent) / les EUIFP (Ecole Universitaire de Formation des Professeurs).

<sup>144</sup> Le Recteur de l'Université (UNGE) proposait, lors de la mission exploratoire de juillet 2000, la création d'un département de français au sein de l'université pour assurer en deux ans une formation diplômante en Français Langue Etrangère (FLE) pour laquelle RESAFAD serait à même d'apporter un appui dans la constitution du réseau qui devra relier le centre de ressources (à installer à l'UNGE par le PAEDIF) aux centres de formation FLE du continent avec, à terme, une offre de formation à distance.

- L'opération « Calculatrices » au Togo.

Le nouveau programme de Mathématiques (février 2001), en classe de Terminale C au Togo, fait maintenant appel, de manière significative, à l'utilisation de la calculatrice. Tous les élèves sortant de Terminale C, doivent être désormais capables de concevoir et de mettre en pratique des algorithmes simples de traitements de données.

Or, si les opérations de base sont relativement faciles à s'approprier à l'aide du manuel fourni avec la machine, il n'en va pas de même en ce qui concerne les activités de programmation. Par ailleurs, le contexte économique d'un pays comme le Togo, ne permet pas l'achat, pour la majorité des élèves, d'une calculatrice de type programmable.

Dans ce contexte, le RESAFAD-Togo a proposé, en avril 2003, la mise en place d'un projet innovant consistant, d'une part, à mettre à la disposition des classes de Terminale C du Togo un nombre adapté de calculatrices de type Casio 35+ (programmables), et d'autre part, de fournir un support pédagogique convivial, sous forme de cédérom, destiné aux formateurs de Mathématiques de la DIFOP (Direction de la Formation Permanente) qui leur permettra de se former à la programmation sur calculatrice. Ce savoir sera transmis, sous forme de stages, à l'ensemble des professeurs de Mathématiques intervenant dans les classes de Terminale C.

La formation des formateurs de la DIFOP à l'utilisation du cédérom sera assurée par le conseiller technique du RESAFAD. Elle s'appuie sur la consultation des sites des Inspections de Mathématiques en France, centres de ressources, et envisage l'échange de programmes avec des professeurs de mathématiques du Lycée Français de Lomé et d'autres établissements français.

- Le second et le troisième exemple décrivent la création d'un centre de ressources dans un lycée pour la formation continue sur site des enseignants en place. Il s'agit de création d'un centre de ressources au Lycée Vogan au Togo et d'un centre de ressources au lycée Wouro de Labé en Guinée.

Aucun de ces lycées ne se situe dans la capitale des deux pays : Vogan est le chef-lieu de la préfecture de Vo, à 50 km de Lomé et Labé, préfecture régionale de Haute Guinée (Fouta Djallon) est à 430 km de Conakry. On compte trois lycées dans cette ville, plus un quatrième à proximité, à Hafia où se trouve le Centre Universitaire.

Les contextes sont semblables. Le programme « Éducation Pour Tous » (EPT) mis en place avec l'aide de la Banque mondiale vise à la scolarisation universelle d'ici 2015. Il va entraîner une progression accélérée des effectifs non seulement à l'école primaire, mais également au secondaire. Le nombre d'élèves au collège et au Lycée va doubler en dix ans. Il sera donc nécessaire de recruter rapidement de nombreux enseignants sans pouvoir les faire bénéficier d'une formation initiale longue, et le recours aux TIC pourrait apporter une contribution originale et importante à la formation continue des enseignants.

Dans les deux cas, l'administration régionale de l'éducation, la direction des lycées, les enseignants et les parents d'élèves sont demandeurs et sont partie prenante pour la réalisation d'un centre de ressources doté de micro-ordinateurs

- En Guinée, ce projet s'est inscrit dans la continuité de l'expérimentation appelée « *Actualisation des connaissances en mathématiques à l'aide des nouvelles technologies* » qui a concerné, durant six semaines début 2003, tous les enseignants de mathématiques de terminales des lycées de la ville<sup>145</sup> -

La logistique mise en place est également semblable et fait appel à divers partenariats :

---

<sup>145</sup> Il y a eu demande écrite conjointe du proviseur du lycée et du directeur de Centre Universitaire pour que le projet se réalise et que l'ensemble des enseignants des lycées puisse bénéficier de l'accès à toutes les disciplines abordées dans l'UeL PCSM.

- l'Assemblée Nationale française, dans le cadre de la maintenance et du renouvellement de son parc informatique, met à disposition 10 postes de travail et 3 imprimantes par lycée ;
- l'Université Paris 6, membre du consortium universitaire d'appui à RESAFAD a accepté de procéder à la vérification et à la reconfiguration des machines et d'en assurer le colissage ;
- Air-France, dans le cadre de son programme humanitaire, a accepté d'assurer le transport des postes de travail. dans chaque pays.
- En Guinée, les parents d'élèves se sont d'or et déjà engagés à supporter les frais des consommables.

Dans les deux cas, sept postes seront installés dans le lycée concerné et trois iront à l'institution qui en assurera la maintenance et la mise en réseau à partir d'un serveur offert par RESAFAD. Il s'agit du Centre CAFMICRO de l'Université de Lomé pour le Togo et du Centre Technique<sup>146</sup> de Labé pour la Guinée.

Les composantes togolaise et guinéenne du programme RESAFAD veilleront à la mise en place effective du projet<sup>147</sup> et lui fourniront une assistance pédagogique ainsi que des produits de formation disponibles dans le cadre de la mutualisation des ressources des différentes composantes géographiques de RESAFAD ou d'une appropriation de produits multimédias français ou francophones existants comme cela a été le cas en mathématiques lors de l'expérimentation UeL-PCSM adaptée aux enseignants de Labé, exposée au chapitre 7.

L'impact de ces projets fera l'objet d'une évaluation.

**Quelle conclusion** tirer de ces expériences ? Il n'est pas facile de trouver une conclusion générale à un chapitre consacré, par nature, à des actions éclatées. Les exemples choisis montrent, à l'évidence, une autre facette du programme RESAFAD, qui parti d'une commande institutionnelle (la Formation à distance des directeurs d'école), a su se diversifier et évoluer en fonction du double paramètre de la réalité et les besoins du terrain d'une part et des évolutions de la conjoncture qui les modifient d'autre part. Un programme de grande ampleur, réparti sur de nombreux pays comme l'EPT, par exemple, ne peut que susciter des bouleversements, des accélérations qui obligent à en tenir compte et à régir.

Il y a certes, une différence de degré entre l'organisation de formations « basiques » comme les formations à la bureautique qui étaient en quelque sorte le premier pas à faire et la mise au point d'un centre de ressources de formation continue qui s'appuie elle-même sur des expériences antérieures. Mais ces deux actions restent au service du même objectif : celui de la formation d'une expertise nationale dans chacun des pays partenaires. C'est bien là le sens de ces « initiatives-pays » et ce qui leur donne leur unité.

---

<sup>146</sup> Lycée technique.

<sup>147</sup> En Guinée avec l'appui du Centre Universitaire de Labé.

## CHAPITRE 9

### EDUSUD

#### LE SITE PORTAIL DE RESAFAD-TICE ET LES SITES RESAFAD EN AFRIQUE

##### *Présence et actions de RESAFAD-TICE sur le Web*

#### LE PORTAIL EDUSUD

Lors du renouvellement du projet RESAFAD-TICE en 2000, la création d'un service en ligne d'information et d'échanges avait été expressément demandée par le Ministère des Affaires Etrangères : On peut lire dans le FSP : « *Il sera mis en place un service en ligne sur l'utilisation des TIC pour l'éducation et la formation. Il s'agit : de constituer un " portail " permettant aux intéressés de trouver en ligne tous les renseignements et les informations qui seront rassemblés par une base arrière documentaire, chargée d'une veille et d'une médiation concernant tous les aspects liés à la mise en œuvre des TIC* ».

La présentation au Comité d'Évaluation des projets de ce même ministère, le 20 décembre 2000, précisait d'ailleurs que la mise en place de ce service représenterait la quatrième composante et que le site-portail serait mis en place, par les soins de la Coordination en France qui se chargerait de sa mise en œuvre et mobiliserait pour ce faire un consortium de spécialistes. Le futur site est présenté comme devant être un lieu d'information et de ressources sur les TIC dans l'éducation et la formation, il doit constituer une plate-forme d'échanges et de mutualisation des pratiques, des projets et des expériences des différents pays partenaires.

Ce portail n'est pas le premier site mis en service par RESAFAD. Déjà, lors de la commande, en date du 9 avril 1998, du Ministère des Affaires Etrangères pour la seconde tranche du projet initié en 1996, il avait été demandé de mettre en place un serveur (Web et messagerie). Un poste d'ingénieur informaticien était également prévu pour la veille technologique, la gestion du serveur RESAFAD général et une aide aux sites qui allaient se créer dans les pays partenaires<sup>148</sup>. La grande différence était que l'on passait, en l'an 2000, d'une logique de site informatif à une logique de portail.

La réalisation du site Edusud fut dans un premier temps confié à un prestataire de services privé puis, au bout de quelque mois, très vite repris en main, au plan des contenus, par l'équipe parisienne du RESAFAD-TICE<sup>149</sup>. Un autre logiciel pour le pilotage du site fut choisi<sup>150</sup> et l'hébergement du portail fut confié à l'un des membres du Consortium, l'IUFM de Rennes.

La cible première du portail, ses usagers « naturels », se trouvant en Afrique, dans les pays partenaires, le site a dû être conçu de façon à pouvoir s'adapter à des configurations assez anciennes<sup>151</sup> de certains matériels locaux. Il lui faut être capable de tourner sur n'importe quelle plate-forme et être facilement accessible malgré la faiblesse généralisée des débits africains, évoquée à maintes reprises dans ce dossier.

Une brève étude de sa page d'accueil permet de se faire une idée de la stratégie de communication mise en œuvre.

A l'écran, la page d'accueil est divisée en 4 zones bien délimitées<sup>152</sup>.

- **Celle du haut** renferme, outre le bandeau contenant le logo et un slogan déroulant, quelques outils de navigation<sup>153</sup>.

<sup>148</sup> Il s'est agi d'abord du site : <http://www.lid.jussieu.fr/resafad/> puis du site : <http://www.resafad.net>

<sup>149</sup> Valérie Cador, des étudiants en DESS, stagiaires, et des collaborateurs occasionnels.

<sup>150</sup> Il s'agit du logiciel « Quick place ».

<sup>151</sup> Il est certes toujours possible de télécharger des versions plus récentes mais dans la pratique la faiblesse des débits rend les choses très aléatoires, voir impossibles si le téléchargement est particulièrement « lourd » en octets.

<sup>152</sup> Cette page est si densément remplie qu'elle a pu, par moment, donner une impression de surcharge.

<sup>153</sup> Certains comme « aide » et « plan du site » sont en construction.

- **La zone de gauche** est une zone de navigation classique comprenant des rubriques et des sous-rubriques. Par exemple, l'une d'elles, appelée, « Portail » (Nord et Sud) se subdivise en quatre sous-rubriques concernant des sites-portail éducatifs, des moteurs de recherche et des annuaires, des ressources sur des sites répertoriés, et des projets accessibles sur Internet. On trouve aussi une rubrique nommée « Ressources » dont les différentes parties constitutives sont visibles sur la zone, lesquelles se subdivisent à leur tour en plusieurs sous-parties. Ainsi la sous-rubrique « supervision » se décline en « *Approche générale* » dans laquelle on trouve des textes de référence et des fiches pratiques<sup>154</sup> et « *directeurs d'école en Afrique* » où il est possible de consulter, à titre d'exemple, quelques modules de chacun des quatre pays ayant participé à la mise en place de cette formation. La rubrique « Recherche » offre, entre autre, la possibilité de connaître quelques thèses récentes en Sciences de l'Éducation. Une autre sous-rubrique « Etudes » cite un certain nombre de travaux en cours comme celui mené sur « Enseignement à distance et apprentissage libre en Afrique subsaharienne (EDAL)<sup>155</sup> ». Quant à « Outils Internet » et « FLE<sup>156</sup> », ces sections répertorient des sites utiles<sup>157</sup> pour ces formations spécifiques. La rubrique RESAFAD regroupe et actualise tout ce qui se trouvait autrefois dans l'ancien site : présentation, lettres d'information, sites des pays, etc.
- **La zone centrale**, annoncée en première rubrique à gauche de la page d'accueil, contient deux types d'articles : l'un appelé « Zoom » est en fait un dossier sur un thème d'actualité, sur un sujet en rapport avec l'éducation, la formation, le développement et les TIC. D'après le cahier des charges, il doit tourner autour de 7500 caractères. Au contraire les « brèves », au nombre de neuf, sont prévues pour être des flashes d'information. De dimension beaucoup plus réduite<sup>158</sup> ces informations peuvent couvrir géographiquement aussi bien l'Asie que l'Afrique, l'Amérique ou l'Europe. Leur objectif est de mettre en lumière un événement<sup>159</sup>, une initiative, un projet innovant en matière d'éducation et de TIC.
- **La zone de droite** se subdivise en deux sous-zones tout à fait distinctes. En haut un espace d'échange, en accès protégé<sup>160</sup> avec deux forums « sirp » et « resafad » et des possibilités de « chats » internes au réseau. L'autre zone, celle du bas, est consacré aux actes des plus récents séminaires organisés par RESAFAD.

Pour le renouvellement des contenus et leur mise à jour périodique, une veille documentaire est organisée à Paris tant par les Coordinateurs que par les étudiants stagiaires. Ce travail est complété par un appel à collaboration aux membres du Consortium et aux responsables du RESAFAD-TICE sur le terrain pour fournir des contenus et faire remonter des informations avec l'aide de collaborateurs locaux, occasionnels ou contractuels. Cette stratégie de travail informatif est d'ailleurs

<sup>154</sup> Ces fiches se répartissent en trois thèmes : connaître l'environnement institutionnel, exercer le métier d'enseignant, analyser les pratiques enseignantes. Elles ne visent pas à l'exhaustivité mais à fournir un cadre général adaptable au plus grand nombre de situations. Elles comportent des outils d'analyse et de diagnostic / des conseils et des indications pratiques / des pistes pour accéder à des ressources utiles. Leur cible : des personnes chargées d'élaborer et/ou de conduire des actions de supervision pédagogique et des enseignants en formation. ou en réflexion d'auto formation.

<sup>155</sup> Etude réalisée par Resafad pour l'ADEA en 2003

<sup>156</sup> FLE= Français Langue Etrangère.

<sup>157</sup> Comme, titre d'exemple, pour la sous-rubrique « Outils Internet » le site universitaire canadien : <http://www.er.uqam.ca/merlin/xw999998/>, conçu pour donner de la formation gratuite sur l'Internet, Word, Excel, Powerpoint, Access et de l'information en général sur l'informatique.

<sup>158</sup> Inférieure à 1500 caractères.

<sup>159</sup> Par exemple, un séminaire, un salon ...

<sup>160</sup> Il n'est pas possible d'y entrer à titre de simple visiteur. L'option existe mais n'est pas activée.